

**COMPTE RENDU N°03**

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**JEUDI 7 AVRIL 2022**

L'an deux mil vingt-deux, le 7 avril à dix-huit heures, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la salle des fêtes de SAINT SIMÉON, sous la présidence de Mr Jean-François DELESALLE.

Nombre de membres en exercice : 50 (quorum à 26)

Présents : 41

Pouvoirs : 05

Votants : 46

Date de convocation : 1<sup>er</sup> avril 2022

**Présents** :

BELLOT :

BOITRON : Laurent CALLOT

CHARTRONGES : André TRAWINSKI

CHOISY EN BRIE : Daniel TALFUMIER

DOUE : Jean-François DELESALLE, Claude RAIMBOURG

HONDEVILLIERS : Camille DIQUAS

JOUY SUR MORIN : Michael ROUSSEAU, Valérie ENFRUIT, Michel BERTHAUT, Luc NEIRYNCK

LA CHAPELLE-MOUTILS : Thierry BONTOUR

LA FERTE GAUCHER : Michel JOZON, Dominique FRICHET, Michel MULLER, Jonathan DELISLE, Béatrice RIOLET, Patrick PIOT, Catherine ROBERT

LA TRÉTOIRE :

LEUDON-EN-BRIE : Dominique MERCIER

LESCHEROLLES : Patrick ROBERT

MEILLERAY :

MONTDAUPHIN : Philippe DE VESTELE

MONTENILS : Paul LEFEBVRE

MONTOLIVET : Ingrid COLPAERT\*

ORLY SUR MORIN : Lionel LEGROS

REBAIS : Benoit CARRÉ, Bleuette DECARSIN, Alain LEMAIRE, Suzanne CHARLON

SABLONNIERES : Dominique LEFEBVRE

SAINT BARTHELEMY : Michel ROCH

SAINT CYR SUR MORIN : Marguerite LAFOND

SAINT DENIS LES REBAIS : Raymond LECORRE

SAINT GERMAIN SOUS DOUE : Yvan SEVESTRE

SAINT LEGER : Marie-France GUIGNIER

SAINT MARS VIEUX MAISONS : Patrick PETTINGER

SAINT MARTIN DES CHAMPS : Philippe SALAUN

SAINT OUEN SUR MORIN :

SAINT REMY DE LA VANNE : Pierre COUDRON

SAINT SIMÉON : Renée CHABRILLANGES

VERDELOT : André PARRUITTE

VILLENEUVE SUR BELLOT : Jean-Claude LAPLAIGE, Colette GRIFFAUT

\*suppléants

**Absents excusés** : BELLOT : Frédéric MOREL, LA FERTE GAUCHER : Christelle PLUVINET, MEILLERAY : Jean-Pierre BERTIN, SAINT CYR SUR MORIN : Francis DELARUE

**Pouvoirs** : Nadeige ROBLIN donne pouvoir à Daniel TALFUMIER, Dominique BONNIVARD donne pouvoir à Luc NEIRYNCK, José DERVIN donne pouvoir à Michel ROCH, Edith THEODOSE donne pouvoir à Marguerite LAFOND, Gilles RENAULT donne pouvoir à Camille DIQUAS

**Secrétaire de séance** : Michael ROUSSEAU

**Assistaient** : Caroline SAUGET, Directrice Générale des Services et Sandrine POMMIER, Directrice Financière.

Monsieur Jean-François DELESALLE, Président de la Communauté de Communes des 2 Morin, après avoir constaté le quorum, ouvre la séance du Conseil Communautaire à 18H.

### **Ordre du jour**

Appel des membres présents, désignation d'un secrétaire de séance  
Adoption du compte rendu du conseil communautaire du 03 03 2022

#### **FINANCES**

##### **Budget Principal**

1. Reprise et affectation provisoire des résultats 2021
2. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement base de canoé kayak de Verdelot
3. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement gymnase les Creusottes
4. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Elaboration du PLUi
5. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Mise en conformité du bâtiment OTI - La Ferté Gaucher
6. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement Tiers Lieux
7. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement complexe G Petitfrère-1<sup>ère</sup> phase
8. Vote des 3 taxes (TFB, TFNB, CFE)
9. Demande de subventions auprès de l'AESN et du CD77 pour la création d'une cuve de traitement
10. Demande de subventions complémentaires auprès de l'Etat pour la réalisation d'un mur de soutènement - piscine intercommunale de Bellot
11. Demande de subvention auprès du FNADT pour la réalisation d'un projet de territoire – Modification
12. Prestation d'animation des sites Natura 2000 – Demandes de subventions 2022
13. Vote du budget principal 2022

##### **Budget annexe SPANC**

14. Vote du budget 2022

##### **Budget annexe CARP (Centre d'Activité du Rond-Point)**

15. Reprise et affectation provisoire des résultats 2021
16. Vote du budget 2022

##### **Budget annexe Ordures Ménagères**

17. Reprise et affectation provisoire des résultats 2021
18. Vote des taux TEOM
19. Vote du budget 2022

##### **Budget annexe Aérosphalte**

20. Reprise et affectation provisoires des résultats 2021
21. Vote du budget 2022

##### **Budget annexe Assainissement**

22. Reprise et affectation provisoire des résultats 2021
23. Admissions en non-valeur suite effacement des dettes pour surendettements
24. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Etude de gouvernance et étude de gouvernance
25. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Rebais les Hameaux
26. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Bellot/Villeneuve sur Bellot
27. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – St Cyr sur Morin
28. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – St Ouen sur Morin
29. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – La Ferté Gaucher
30. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Jouy sur Morin

31. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Doue
32. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – La Chapelle Moutils – Bourg
33. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – La Chapelle Moutils – Moutils
34. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Meilleray
35. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Bail Investissement – APCP à abroger
36. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Chartronges
37. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – St Remy de la Vanne
38. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – St Siméon
39. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Verdelot
40. Autorisation de Programme/Crédit de Paiement – Rebais – phase 3
41. Vote du budget 2022
42. Demande de subvention auprès de l'AESN et du CD77 pour la réalisation des travaux sur les communes de Boitron et de St Ouen sur Morin

#### **URBANISME**

43. Approbation du PLU de Verdelot
44. Modification de la tarification des Autorisations du Droit des Sols

#### **SANTE**

45. Loyers pour des locaux meublés ou à temps partiel au sein de la maison de santé

#### **TOURISME**

46. Création de trois escape games : vote des tarifs

#### **PERSONNEL**

47. Création d'un emploi de chauffeur pour le service « Transport à la Personne »
48. Création de 6 emplois d'animateurs ALSH
49. Création de 2 emplois de chauffeur/ripeur pour le service « Ordures ménagères »
50. Création d'un emploi d'agent technique pour le service assainissement
51. Création d'un emploi d'auxiliaire petite enfance – Multi - Accueil
52. Création d'un emploi de chef de projet pour le service « Culture »
53. Création d'un emploi de coordinateur lecture publique pour le service « culture »
54. Création d'un emploi d'assistante de direction
55. Création d'un emploi de Directeur de Centre de Loisirs
56. Création d'un emploi d'agent de développement touristique
57. Prise en charge des congés d'un agent (Martinique)

#### **Questions diverses**

Le Conseil désigne à l'unanimité comme secrétaire de séance Michael ROUSSEAU, Maire de JOUY SUR MORIN.

Le Conseil adopte le compte rendu du conseil communautaire du 3 mars 2022 à l'unanimité (observation : M. Raymond LE CORRE représenté par M. Didier LAPLAIGE).

## BUDGET PRINCIPAL - REPRISE ET AFFECTATION PROVISOIRES DES RESULTATS 2021

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**CONSIDERANT** que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif,

**CONSIDERANT** que l'article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur,

**CONSIDERANT** que ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public),
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2021 (établis par l'ordonnateur),
- soit le compte de gestion, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable),

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **CONSTATE** et **APPROUVE** les résultats provisoires de l'exercice 2021

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2021	9 311 419.66	10 060 707.90	+749 288.24
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2021)		1 180 305.22	+1 180 305.22
	Résultat à affecter			<b>+1 929 593.46</b>
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2021	1 011 431.56	2 431 690.28	+1 420 258.72
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2021)	1 298 012.04		- 1 298 012.04
	Solde global d'exécution			<b>+2 051 840.14</b>

Restes à réaliser au 31 décembre 2021		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
	Fonctionnement	0.00	0.00	0.00
	Investissement	763 331.24	882 544.03	+119 212.79
<b>Résultats cumulés 2021 (y compris RAR en Ft et Inv)</b>				<b>+ 2 171 399.71</b>
<b>Reprise anticipée 2021</b>				<b>Solde</b>
	Prévision d'affectation en réserve (compte 1068)			+0.00
	Report en fonctionnement en Recettes			<b>+ 1 929 593.46</b>

- **INDIQUE** que si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2022.

- **DIT** que l'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.
- **DIT** que la délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

Résultat global de la section de fonctionnement 2021	+1 929 593.46
Solde d'exécution de la section d'investissement 2021	+122 246.68
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2021	+119 212.79
Besoin de financement de la section d'investissement (D001)	-0.00
Couverture du besoin de financement 2021 (compte1068)	+0.00
Solde du résultat de fonctionnement (R002)	+ 1 929 593.46

## DELIBERATION

### BUDGET PRINCIPAL- AP/CP - BASE DE CANOE KAYAK DE VERDELLOT

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M14,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « aménagement de la base de Canoë Kayak » située à La Couarde sur la commune de Verdeltot,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°130 Extension de la base de canoë Kayak	Autorisation de programme		Crédits de Paiement				
	HT	TTC	2018	2019	2020	2021	2022
Maitrise d'œuvre - Cabinet Mikaelian	56 160,00	70 200,00		18 720,00	48 360,00	3 120,00	
Acquisition du Terrain et de la maison	299 451,47	299 451,47	295 000,00	4 451,47			
Travaux	701 679,41	877 099,26			877 099,26		
Travaux parking	20 589,50	25 736,88			25 736,88		
sps + contrôle	9 620,00	11 544,00		840	10 188,00	516	
Etude de sol	-	-		-	-		
Géomètre	4 358,40	5 448,00		5 448,00	-		
Missions complémentaires	0,00	0,00			-		
Génie Civil-EDF-Orange	2508,73	3010,48				1302,48	1 708,00
Extincteur	490,32	612,9			612,9		
Parution	409,02	511,28		511,28			
frais agence Cession maison d'habitation	8 800,00	11 000,00				11 000,00	
bornage	3 552,00	4 440,00		4 440,00			
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 107 618,85</b>	<b>1 309 054,27</b>	<b>295 000,00</b>	<b>34 410,75</b>	<b>961 997,04</b>	<b>15 938,48</b>	<b>1 708,00</b>
<b>Subvention :</b>							
CLAIR (40%) de 1 054 850€ HT	421 940,00	421 940,00			421 940,00		
Contrat régional-		0.00					
Etat - Fonds de relance -non accordé : 31 439,00	-	-					
Fonds régional enveloppe DDT (51 %) de 650 000€ HT soit (32% du total)	0.00	0.00		0.00	0		
FCTVA		216 393,25			-		
Vente de la maison (260 000-11000 frais agence)	260 000,00	260 000,00			0	260 000,00	
Emprunt (si besoin : €) (15%) contractualisé en 2019	127 142,00	127 142,00	0.00	0	127 142,00		
Fonds Propres (20%)	298 536,85	283 579,02	295 000,00	34 410,75	412 915,04	-244 061,52	1 708,00
<b>Total des recettes</b>	<b>1 107 618,85</b>	<b>1 309 054,27</b>	<b>295 000,00</b>	<b>34 410,75</b>	<b>961 997,04</b>	<b>15 938,48</b>	<b>1 708,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET PRINCIPAL - AP/CP - GYMNASSE LES CREUSOTTES DE VILLENEUVE SUR BELLOT

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M14,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « réhabilitation du gymnase des Creusottes » situé à Villeneuve sur Bellot,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°140 Réhabilitation Gymnase des Creusottes	Autorisation de programme		Crédits de Paiement				
	HT	TTC	2018 et antérieur	2019	2020	2021	2022
Maitrise d'œuvre B&N Architectes et Atelux	119 383,00	143 259,60	50 665,83	52 458,19	9293,48	52435,7	250,00
Plans topographique Cogera	1 664,43	1 997,32	1 997,32	0.00	-		
Contrôle Amiante AB diagnostic	1 300,00	1 560,00	1 560,00	0.00	-		
Etude de sols Géoexperts	3 052,00	3 662,40	3 662,40	0.00	-		
AMO Energies Durables - Energies Durables	4 000,00	4 800,00	4 800,00	0.00	-		
Travaux	1 509 795,00	1 811 754,00	-	221 490,56	1269364,55	186107,12	
sps + contrôle+divers - Qualiconsult	12 876,00	15 451,20	2 857,32	-	1136,7	11457,18	
Parution	368,56	442,27	0.00	442,27	-		
Remboursement ligne trésorerie							
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 652 438,99</b>	<b>1 982 926,79</b>	<b>65 542,87</b>	<b>274 391,02</b>	<b>1 279 794,73</b>	<b>250 000,00</b>	<b>250,00</b>
Subvention :							
Conseil Régional - ( ±10 % du montant HT des travaux notifié)	100 000,00	100 000,00		-		100 000,00	
Contrat de ruralité –SFIL 2019 (31% de 200 000€ HT de travaux)	61 460,00	61 460,00		-		61 460,00	
Contrat de ruralité – SFIL 2020(en cours de notification – 30 % de 1 089 795 € HT de travaux)	330 000,00	330 000,00					
Fond de relance (notification en attente)						100 000,00	
Conseil Général (14% du HT des travaux)	185 000,00	185 000,00		-		185 000,00	
FCTVA		325 600,46				325 600,46	
Emprunt	514 883,00	514 883,00		514 883,00			
Fonds Propres (±20 %)	461 095,99	650 983,33	65 542,87	-240 491,98	1 279 794,73	-522 060,46	250,00
<b>Total des recettes</b>	<b>1 652 438,99</b>	<b>1 982 926,79</b>	<b>65 542,87</b>	<b>274 391,02</b>	<b>1 279 794,73</b>	<b>250 000,00</b>	<b>250,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET PRINCIPAL - AP/CP - ELABORATION DU PLUI

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M14,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « élaboration du PLUI » ,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :



- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°450 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal	Autorisation de programme		Crédits de Paiement						
	HT	TTC	2018 réalisé	2019 réalisé	2020 réalisé	2021 réalisé	2022	2023	2024
Elaboration du PLUi (imputation 202)	264 040,00	316 848,00		4 800,00	74 220,00	60 522,00	71 178,00	54 360,00	51 768,00
Parution (imputation 2033)	17 659,09	21 190,91	1 190,91	2 433,60					17 566,40
Honoraires du commissaire enquêteur (Imputation 6226)	12 000,00	14 400,00			2 760,00			11 640,00	
frais d'études (imputation 2031)	1 400,00	1 680,00		1 680,00					
<b>Total des dépenses</b>	<b>295 099,09</b>	<b>354 118,91</b>	<b>1 190,91</b>	<b>8 913,60</b>	<b>76 980,00</b>	<b>60 522,00</b>	<b>71 178,00</b>	<b>66 000,00</b>	<b>69 334,40</b>
<b>Subvention</b>									
Etat - DGD (imputation 746)	174 665,71	174 665,71		174 665,71	-			-	
Club Plui	0,00	0,00				0,00			
Région (50 % de la prestation sauf sur la réalisation du document	0,00	0,00							
fctva		51 975,75	0,00	787,39	12 175,05	9 928,03	11 676,04	8 917,21	8 492,02
Fonds Propres	120 433,38	127 477,45	1 190,91	-166 539,50	64 804,95	50 593,97	59 501,96	57 082,79	60 842,38
<b>Total des recettes</b>	<b>295 099,09</b>	<b>354 118,91</b>	<b>1 190,91</b>	<b>8 913,60</b>	<b>76 980,00</b>	<b>60 522,00</b>	<b>71 178,00</b>	<b>66 000,00</b>	<b>69 334,40</b>

## DELIBERATION

### BUDGET PRINCIPAL - AP/CP - MISE EN CONFORMITE DU BATIMENT OTI LA FERTE GAUCHER

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M14,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « mise en conformité du bâtiment OTI » de la Ferté Gaucher,

#### **Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°470 mise en conformité Bâtiment OTI	Autorisation de programme		Crédits de Paiement					
	HT	TTC	2018	2019	2020	2021	2022	2022
Véranda changement de la porte	6 000,40	7 200,48	7 200,48	0.00				
Films protections solaires véranda	12 232,94	14 679,53	14 679,53	0.00				
Travaux électrique	1 666,67	2 000,00	0.00	0.00	0.00	0.00		2 000,00
Armoire de rangement	2 833,33	3 400,00	0.00	2 615,52				
Travaux suite diagnostic : dont	29 166,67	35 000,00	0.00	0.00	0.00	55,32	17 500,00	17 500,00
Accessibilité handicapé : 1 700.00								
Incendie : 9 700.00								
Solidité : 14 125.00								
Clim réversible	4 288,07	5 145,68	5 145,68	0.00				
<b>Total des dépenses</b>	<b>56 188,08</b>	<b>67 425,69</b>	<b>27 025,69</b>	<b>2 615,52</b>	<b>0</b>	<b>55,32</b>	<b>17 500,00</b>	<b>19 500,00</b>
Attribution compensation LFG		25 525,00	1 276,25	1 276,25	0	0,00	2 552,50	1 276,25
Fonds Propres CC2M		41 900,70	25 749,44	1 339,27	0	55,32		18 223,75
<b>Total des recettes</b>		<b>67 425,70</b>	<b>27 025,69</b>	<b>2 615,52</b>	<b>0</b>	<b>55,32</b>	<b>17 500,00</b>	<b>19 500,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET PRINCIPAL - AP/CP - CREATION D'UN ARCHIPEL DE TIERS LIEUX

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M14,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « création d'un archipel de Tiers Lieux »,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°500 Tiers Lieux	Autorisation de programme		Crédits de Paiement			
	HT	TTC	2021	2022	2023	2024
Etude de faisabilité aménagement de St Cyr	6 000,00	7 200,00		7 200,00		
etude de faisabilité sur autres sites	12 000,00	14 400,00		14 400,00		
Travaux et Aménagement - Doue	0,00	0,00				
Travaux et Aménagement - St Cyr sur Morin	287 155,30	450 000,00			225000	225000
Aménagement St Cyr	71 025,30	85 230,36				85230,36
Travaux et Aménagement - Rebais	47 600,72	57 120,00		57 120,00		
Travaux et Aménagement - La Ferté Gaucher	0,00	0,00				
Travaux et Aménagement - La Trétoire	0,00	0,00				
Logiciel TANDOORI	15 000,00	18 000,00		18 000,00		
<b>Total des dépenses</b>	<b>420 781,32</b>	<b>610 350,36</b>	<b>0,00</b>	<b>96 720,00</b>	<b>225 000,00</b>	<b>310 230,36</b>
<b>Subvention :</b>						
Conseil Régional - Doue 41 868,00 €	0,00	0,00				
Etat - DSIL 2020 - Doue - 57 559,50 €	0,00	0,00				
Conseil Régional - St Cyr sur Morin	101 818,00	101 818,00			50 000,00	51 818,00
Etat - DSIL 2020 - St Cyr sur Morin	97 415,57	97 415,57			16 148,23	81 267,34
Conseil Régional - Rebais	19 040,00	19 040,00		19 040,00		
Etat - DSIL 2020 - Rebais	16 148,23	16 148,23		16 148,23		
Conseil Régional - La Ferté Gaucher - 7116,00 €						
Etat - DSIL 2020 - La Ferté Gaucher 6035,12 €						
Conseil Régional - La Trétoire 20 932 €						
Etat - DSIL 2020 - La Trétoire - 17 752,93 €						
Etat - DSIL 2020 -Logiciel	5 088,65	5 088,65				
FCTVA		100 121,87		15 865,95	36 909,00	50 890,19
Fonds Propres (20%)	181 270,87	270 718,04	0,00	45 665,82	121 942,77	126 254,83
<b>Total des recettes</b>	<b>420 781,32</b>	<b>610 350,36</b>	<b>0,00</b>	<b>96 720,00</b>	<b>225 000,00</b>	<b>310 230,36</b>

## DELIBERATION

### BUDGET PRINCIPAL - AP/CP - COMPLEXE G PETITFRERE – 1ère PHASE

VU l'instruction codificatrice M14,

VU l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réhabilitation du complexe Gérard Petitfrère,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°560 Complexe Gérard Petitfrère	Autorisation de programme		Crédits de Paiement			
	HT	TTC	2022	2023	2024	2025
Phase 1 - réhabilitation des vestiaires de football	990 000,00	1 188 000,00	600 000,00	588 000,00		
Phase 2 - création ou réhabilitation d'un gymnase	2 343 333,33	2 812 000,00		312 000,00	1 500 000,00	1 000 000,00
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 333 333,33</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>900 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>
<b>Subvention :</b>						
FAFA 10 %	99 000,00	99 000,00		99 000,00		
feader 11 %	109 000,00	109 000,00		109 000,00		
CID 30 %	297 000,00	297 000,00		297 000,00		
DETR CRTE	667 000,00	667 000,00		50 516,00	147 484,00	469 000,00
Région 5 % (création gymnase)						
CD 77 - 300 000 € sur création gymnase- si réhab CID 30 % 703 000 €						
ANDES	351 500,00	351 500,00	351 500,00		-	-
FCTVA		656 160,00	-	344 484,00	393 696,00	410 100,00
Emprunts	1 509 833,33	1 520 340,00	248 500,00	-	855 820,00	120 900,00
<b>Fonds Propres</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>103 000,00</b>	<b>-</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>3 333 333,33</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>900 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET PRINCIPAL - VOTE DES 3 TAXES

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** les produits attendus des 3 taxes,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (2 abstentions : Marguerite LAFOND + 1 pouvoir) :**

➤ **VOTE** les taux suivants pour l'année 2022 :

	2021	2022
<b>Taxe sur le foncier bâti</b>	1.93%	1.96%
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>	2.54 %	2.58 %
<b>Taxe sur la Cotisation Foncière des Entreprises</b>	22.00 %	22.35 %

## DELIBERATION

### BUDGET PRINCIPAL - CREATION D'UNE CUVE DE TRAITEMENT PISCINE INTERCOMMUNALE DE BELLOT - DEMANDES DE SUBVENTIONS

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**VU** le rapport des services de l'Etat et plus particulièrement de la Police de l'Eau,

**VU** le Débat d'Orientations Budgétaires,

**CONSIDERANT** que la réalisation de ces travaux doit avoir lieu dans les meilleurs délais,

**VU** le plan de financement ci-après :

	<b>HT</b>	<b>TTC</b>		<b>HT</b>	<b>TTC</b>
Bureau d'étude	15416,67	18 500,00	AESN Etude	9 250,00	9 250,00
MO phase conception	2500,00	3 000,00			
Travaux	131000,00	106 850,00	AESN travaux	21 000,00	21 000,00
Aléas - actualisation prix	26200,00	31 440,00			
Mission Géotechnique	2755,00	3 306,00	CD77 Etude	3 700,00	3 700,00
Géomètre	2200,00	2 520,00	CD77 Travaux	16 027,50	16 027,50
Contrôleur technique	5500,00	6 600,00			
SPS	2625,00	3 150,00	FCTVA		29 042,63
Géo detection des réseaux	1400,00	1 680,00	CC2m fonds propres	139 619,17	98 025,87
<b>TOTAUX</b>	<b>189 596,67</b>	<b>177 046,00</b>		<b>189 596,67</b>	<b>177 046,00</b>

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, l'unanimité :**

- **SOLLICITE** auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Département de Seine-et-Marne les subventions relatives aux travaux et à l'étude ci-dessus mentionnés, y compris les frais afférents aux travaux (maîtrise d'œuvre, mise en œuvre des travaux...).
- **SOLLICITE** auprès du Département de Seine et Marne et de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, une dérogation pour le démarrage des études et travaux sans attendre la notification de la subvention.
- **AUTORISE** le Président à faire les démarches nécessaires pour l'obtention des aides financières et à signer l'ensemble des documents se rapportant aux différents dossiers énumérés.

**DELIBERATION**

**BUDGET PRINCIPAL - CREATION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT  
PISCINE INTERCOMMUNALE DE BELLOT -DEMANDE DE SUBVENTIONS  
COMPLEMENTAIRES**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**VU** le Débat d'Orientations Budgétaires,

**CONSIDERANT** que l'étude de sol complémentaire a défini des travaux supplémentaires,

**CONSIDERANT** que la réalisation de ces travaux doit avoir lieu dans les meilleurs délais,

**VU** le nouveau plan de financement ci-après :

	TTC		TTC
Bureau d'Etude	40 152,00	Aide Plan de relance - DSIL 2021	240 000,00
Travaux	456 882,00	DSIL 2023 -	99 424,00
Mission Géotechnique	11 924,40	fctva	85 981,28
Contrôle technique +sps	9 140,40	Fond Régional programmation Natura 2000	1 000,00
Pêche électrique	2 520,00		
Mission Géotechnique	3 529,44		
		CC2m fonds propres	98 742,96
<b>TOTAUX</b>	<b>524 148,24</b>		<b>525 148,24</b>

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **SOLLICITE** auprès de l'Etat au titre de la DSIL 2023 et du fonds Natura 2000, des subventions complémentaires relatives aux travaux et à l'étude ci-dessus mentionnés, y compris les frais afférents aux travaux (maîtrise d'œuvre, mise en œuvre des travaux...).
- **SOLLICITE** auprès de ces mêmes partenaires, une dérogation pour le démarrage des études et travaux sans attendre la notification de la subvention.
- **AUTORISE** le Président à faire les démarches nécessaires pour l'obtention des aides financières et à signer l'ensemble des documents se rapportant aux différents dossiers énumérés.

**DELIBERATION**

**BUDGET PRINCIPAL - PROJET DE TERRITOIRE -DEMANDE DE SUBVENTION FNADT - MODIFICATIF**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**VU** la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020,

**VU** la délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 relative à la révision du CPER 2015-2020,

**VU** la délibération n°12-2019 du 28 février 2019 actant les études suivantes : PCAET et Diagnostic de Territoire dans le cadre du Contrat Plan Etat –Région,

**VU** la délibération n°12-2019 du 28 février 2019 actant la candidature de la CC2M pour contractualiser un Contrat Plan Etat Région,

**VU** la délibération n°108-2019 du 17 septembre 2019 actant le plan de financement et sollicitant l'Etat et la Région pour l'obtention d'aides financières,

**CONSIDERANT** la nécessité de préciser que l'étude relative au diagnostic et à l'élaboration du Projet de territoire est financée sur des crédits de l'Etat via le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT),

**VU** le montage financier suivant :

#### **Elaboration du PCAET (Aide de la Région)**

**Montant estimatif : 60 000 € HT**

**Montant de l'aide du CPER 2015-2020 : 42 000€ HT (70%)**

**Montant autofinancement CC2M : 18 000 € (30%)**

#### **Réalizations du diagnostic et du projet de territoire (Aide de l'Etat au titre du FNADT)**

**Montant estimatif : 54 000 € HT**

**Montant de l'aide du CPER 2015-2020 : 37 800 € HT (70%)**

**Montant autofinancement CC2M : 16 200 € (30%)**

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **ACTE** les plans de financement ci-dessus pour l'élaboration du PCAET et les réalisations du diagnostic et du projet de territoire.
- **SOLLICITE** le Conseil Régional et l'Etat (au titre du FNADT) pour la contractualisation d'un Contrat Plan Etat –Région.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents se rapportant à ces dossiers.

### **DELIBERATION**

#### **BUDGET PRINCIPAL - PRESTATION D'ANIMATION DES SITES NATURA 2000 DEMANDE DE SUBVENTION PROGRAMMATION 2022**

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** que dans le cadre du marché de prestations intellectuelles, il convient de solliciter une aide financière de 72 000 € pour l'animation des sites Natura 2000,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **AUTORISE** le Président à solliciter une aide financière dans le cadre de l'animation des sites Natura 2000 de la « Rivière du Vannetin » et du « Petit Morin », auprès de la DRIEE et de l'Europe pour l'année 2022.
- **AUTORISE** le Président à signer tous les documents relatifs à ces dossiers.

### **DELIBERATION**

#### **BUDGET PRINCIPAL - VOTE DU BUDGET 2022**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** l'exposé de Monsieur le Vice-Président en charge des finances relatif aux documents reçus par chaque conseiller communautaire,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **VOTE** le budget primitif à l'équilibre au titre de l'année 2022 comme suit :

Budget Principal 2022	
Investissement	Fonctionnement
3 769 097.98 €	11 663 848.96 €

## DELIBERATION

### BUDGET SPANC - VOTE DU BUDGET 2022

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** l'exposé de Monsieur le Vice-Président en charge des finances relatif aux documents reçus par chaque conseiller communautaire,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **VOTE** le budget primitif à l'équilibre au titre de l'année 2022 comme suit :

Budget SPANC 2022	
Investissement	Fonctionnement
197 133.25 €	95 500.77 €

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE CARP REPRISE ET AFFECTATION PROVISOIRES DES RESULTATS 2021

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT** que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif,

**CONSIDERANT** que l'article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur,

**CONSIDERANT** que ces résultats doivent être justifiés par :

-une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public),

-les états des restes à réaliser au 31 décembre 2021 (établis par l'ordonnateur),

-soit le compte de gestion, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable),

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **CONSTATE** et **APPROUVE** les résultats provisoires de l'exercice 2021



		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2021	307 313.96	296 292.87	-11 021.09
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2021)	103 375.03		- 103 375.03
	Résultat à affecter			<b>-114 396.12</b>
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2021	101 212.12	106 736.40	+5 524.28
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2021)		141 729.39	+ 141 729.39
	Solde global d'exécution			<b>+ 32 857.55</b>

Restes à réaliser au 31 décembre 2021	Fonctionnement	0.00	0.00	0.00
	Investissement	0.00	0.00	0.00
Résultats cumulés 2021 (y compris RAR en Ft et Invt)				<b>+ 32 857.55</b>
				<b>Solde</b>
Reprise anticipée 2021	Prévision d'affectation en réserve (compte1068)		0.00	<b>0.00</b>
	Report en fonctionnement en Recettes		0.00	<b>0.00</b>

- **INDIQUE** que si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2022.
- **DIT** que l'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.
- **DIT** que la délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

Résultat global de la section de fonctionnement 2021	-114 396.12
Solde d'exécution de la section d'investissement 2021	+ 147 253.67
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2021	0.00
Besoin de financement de la section d'investissement (D001)	0.00
Couverture du besoin de financement 2021 (compte1068)	0.00
Solde du résultat de fonctionnement (R002)	0.00

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE CARP - VOTE DU BUDGET 2022

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** l'exposé de Monsieur le Vice-Président en charge des finances relatif aux documents reçus par chaque conseiller communautaire,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **VOTE** le budget primitif à l'équilibre au titre de l'année 2022 comme suit :

<b>Budget CARP 2022</b>	
Investissement	Fonctionnement
247 939.84 €	371 632.25 €

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ORDURES MENAGERES REPRISE ET AFFECTATION PROVISOIRES DES RESULTATS 2021

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT** que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif,

**CONSIDERANT** que l'article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur,

**CONSIDERANT** que ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public),
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2021 (établis par l'ordonnateur),
- soit le compte de gestion, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable),

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **CONSTATE** et **APPROUVE** les résultats provisoires de l'exercice 2021

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2021	4 396 081.99	3 927 241.75	-468 840.24
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2021)		345 089.19	+345 089.19
	Résultat à affecter			<b>-123 751.05</b>
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2021	46 244.23	106 617.87	+60 373.64
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2021)		20 750.40	+20 750.40
	Solde global d'exécution			<b>-42 627.01</b>

Restes à réaliser au 31 décembre 2021		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
	Fonctionnement	0.00	0.00	0.00
	Investissement	30 000.00	12 000.00	-18 000.00
<b>Résultats cumulés 2021 (y compris RAR en Ft et Invt)</b>				<b>-60 627.01</b>
<b>Reprise anticipée 2021</b>				<b>Solde</b>

	Prévision d'affectation en réserve (compte1068)		0.00	0.00
	Report en fonctionnement en Recettes			+ 0.00

- **INDIQUE** que si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2022.
- **DIT** que l'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.
- **DIT** que la délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

Résultat global de la section de fonctionnement 2021	-123 751.05
Solde d'exécution de la section d'investissement 2021	+ 81 124.04
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2021	-18 000.00
Besoin de financement de la section d'investissement (D001)	0.00
Couverture du besoin de financement 2021 (compte1068)	0.00
Solde du résultat de fonctionnement (R002)	0.00

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ORDURES MENAGERES - VOTE DES TAUX TEOM

**VU** les statuts,

**VU** la délibération de COVALTRI 77 fixant les taux de TEOM pour l'année 2022,

**VU** la participation annuelle de la commune de Meilleray versée au SMETOM GEEODE,

**CONSIDERANT** le service rendu aux 6 communes en régie,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **VOTE** la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour **les 6 communes** (adhérentes à l'ancien SIROM – soit les communes de **BOITRON, HONDEVILLIERS, ORLY SUR MORIN, SAINT CYR SUR MORIN, SAINT OUEN SUR MORIN et LA TRETOIRE**) instituée par la Communauté de Communes au **taux de 17.73 %** pour l'année 2022.
- **VOTE** la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour la commune de Meilleray figurant sur l'Etat de notification des bases d'imposition prévisionnelles dont la taxe est perçue par la Communauté de Communes en lieu et place du SMETOM GEEODE, au **taux de 18.47 %** pour l'année 2022.
- **VOTE** la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour les **23 communes adhérentes (sauf La Ferté Gaucher) à COVALTRI 77 de Coulommiers**, figurant sur l'Etat de notification des bases d'imposition prévisionnelles dont la taxe est perçue par la Communauté de Communes en lieu et place de COVALTRI77 de Coulommiers, au **taux de 17.70 %** pour l'année 2022.

- **VOTE** la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour la **commune de la Ferté Gaucher** adhérente à **COVALTRI 77** de Coulommiers, figurant sur l'Etat de notification des bases d'imposition prévisionnelles dont la taxe est perçue par la Communauté de Communes en lieu et place de COVALTRI77 de Coulommiers, au **taux de 18.34 %** pour l'année 2022.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer les Etats 1259 TEOM.

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ORDURES MENAGERES - VOTE DU BUDGET 2022

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** l'exposé de Monsieur le Vice-Président en charge des finances relatif aux documents reçus par chaque conseiller communautaire,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **VOTE** le budget primitif à l'équilibre au titre de l'année 2022 comme suit :

Budget OM 2022	
Investissement	Fonctionnement
163 597.20 €	4 338 078.00 €

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE AEROSPHALTE REPRISE ET AFFECTATION PROVISOIRES DES RESULTATS 2021

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT** que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif,

**CONSIDERANT** que l'article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur,

**CONSIDERANT** que ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public),
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2021 (établis par l'ordonnateur),
- soit le compte de gestion, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable),

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **CONSTATE** et **APPROUVE** les résultats provisoires de l'exercice 2021

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2021	90 514.56	100 744.21	+10 229.65
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2021)		39 923.77	+ 39 923.77

	Résultat à affecter			<b>+50 153.42</b>
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2021	15 472.04	8 858.95	-6 613.09
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2021)		77 168.85	77 168.85
	Solde global d'exécution			<b>+ 120 709.18</b>

Restes à réaliser au 31 décembre 2021		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
	Fonctionnement	0.00	0.00	0.00
	Investissement	5 000.00	0.00	-5 000.00
<b>Résultats cumulés 2021 (y compris RAR en Ft et Inv)</b>				<b>+ 115 709.18</b>
<b>Reprise anticipée 2020</b>				<b>Solde</b>
	Prévision d'affectation en réserve (compte1068)			0.00
	Report en fonctionnement en Recettes			<b>+ 50 153.42</b>

- **INDIQUE** que si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2022.
- **DIT** que l'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.
- **DIT** que la délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

Résultat global de la section de fonctionnement 2021	+50 153.42
Solde d'exécution de la section d'investissement 2021	+ 70 555.76
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2021	- 5 000.00
Besoin de financement de la section d'investissement (D001)	+ 0.00
Couverture du besoin de financement 2021 (compte1068)	0.00
Solde du résultat de fonctionnement (R002)	+ 50 153.42

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE AEROSPHALTE - VOTE DU BUDGET 2022

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** l'exposé de Monsieur le Vice-Président en charge des finances relatif aux documents reçus par chaque conseiller communautaire,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **VOTE** le budget primitif à l'équilibre au titre de l'année 2022 comme suit :

Budget Aérosphalte 2022	
Investissement	Fonctionnement
72 464.89 €	195 666.25 €

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT REPRISE ET AFFECTATION PROVISOIRES DES RESULTATS 2021

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT** que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif,

**CONSIDERANT** que l'article L. 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur,

**CONSIDERANT** que ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public),
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2021 (établis par l'ordonnateur),
- soit le compte de gestion, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable),

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **CONSTATE** et **APPROUVE** les résultats provisoires de l'exercice 2021

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2021	985 997.72	1 944 580.32	+958 582.60
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2021)		1 122 008.08	+1 122 008.08
	Résultat à affecter			<b>+2 080 590.68</b>
Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2021	2 444 247.23	5 545 830.36	+3 101 583.13
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2021)	2 746 686.84		-2 746 686.84
	Solde global d'exécution			<b>+ 2 435 486.97</b>

Restes à réaliser au 31 décembre 2021		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
	Fonctionnement	0.00	0.00	0.00
	Investissement	923 484.00	1 623 831.00	+700 347.00
<b>Résultats cumulés 2021 (y compris RAR en Ft et Inv)</b>				<b>+ 3 135 833.97</b>
<b>Reprise anticipée 2021</b>				<b>Solde</b>
	Prévision d'affectation en réserve (compte 1068)			0.00
	Report en fonctionnement en Recettes			<b>+ 2 080 590.68</b>

- **INDIQUE** que si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2022.
- **DIT** que l'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.
- **DIT** que la délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

Résultat global de la section de fonctionnement 2021	+2 080 590.68
Solde d'exécution de la section d'investissement 2021	+354 896.29
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2021	+ 700 347.00
Besoin de financement de la section d'investissement (D001)	+ 0.00
Couverture du besoin de financement 2021 (compte1068)	0.00
Solde du résultat de fonctionnement (R002)	+ 2 080 590.68

## DELIBERATION

### BUDGET ASSAINISSEMENT ADMISSIONS EN NON-VALEUR SUITE EFFACEMENT DES DETTES POUR SURENDETTEMENTS

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public,

**VU** le décret n°98-1234 du 29 décembre 1998,

**CONSIDERANT** que toutes les opérations visant à recouvrer les créances ont été diligentées par le comptable public dans les délais légaux,

**CONSIDERANT** qu'il est désormais certain que ces créances ne peuvent plus faire l'objet d'un recouvrement en raison des motifs évoqués par le comptable public,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

➤ **ADMET** en non-valeur les créances irrécouvrables et éteintes mentionnées ci-dessous :

1<sup>er</sup> débiteur :

Exercices	n° pièces	Objet	Montant de la créance éteinte
2020	T253 Rôle 3	Assainissement - contrôle	33.00
2021	T67 Rôle 49	Assainissement - redevance	112.13 €
	T119 Rôle 73		43.90 €
<b>TOTAL</b>			<b>189.03 €</b>

2<sup>ème</sup> débiteur :

Exercices	n° pièces	Objet	Montant de la créance éteinte
2018	T253 Rôle 3	Assainissement - contrôle	26.76 €
2020	T253 Rôle 3	Assainissement - redevance	145.30 €
<b>TOTAL</b>			<b>172.06 €</b>

➤ **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget de l'exercice en cours, à l'article 6542, chapitre 65.

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP ETUDE DE GOUVERNANCE ET SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « élaborations de l'étude de gouvernance et du Schéma Directeur d'Assainissement »,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :



	Autorisation de programme		Crédits de Paiement					
	HT	TTC	HT					
Opération n°430 - Schéma Directeur d'Assainissement	HT	TTC	2019 réalisé	2020 réalisé	2021 réalisé	2022	2023	2024
ICAPE – Partie 1 Caractéristiques et contenu de l'étude	150 275,00	180 330,00	81 872,28	18 200,00	28 261,47	21 941,25		
ICAPE – Partie 2 Accompagnement dans la mise en œuvre du transfert de compétence	36 600,00	43 920,00	-	-	36 600,00	-		
ICAPE – Partie 3 AMO schéma directeur d'assainissement – Avenant en cours	95 325,00	114 390,00	18 425,00	10 725,00	8 031,25	58 143,75		
SETEC HYDRA – Bureau d'étude SDA	1 586 015,00	1 903 218,00	116 673,00	132 731,50	299 911,33	345 566,39	345 566,39	345 566,39
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 868 215,00</b>	<b>2 241 858,00</b>	<b>216 970,28</b>	<b>161 656,50</b>	<b>372 804,05</b>	<b>425 651,39</b>	<b>345 566,39</b>	<b>345 566,39</b>
Subvention								
AESN – 55 % Partie 1 n°convention : 1075993	102 782,00	102 782,00	49 648,00	-	34 303,00	18 831,00		
AESN - Partie 2 - Pas de convention	-	-						
AESN – Partie 3 - n° convention : 1075994-2	12 898,00	12 898,00	-	-	12 898,00	-		
AESN – SDA phase 1 - n° convention : 1082877	316 301,00	316 301,00	158 151,00	-	-	158 150,00		
AESN – SDA phase 2 à 4 n° convention : 1088989-2	851 816,00	851 816,00			383 318,00	-	234 249,00	234 249,00
Département – Partie 1	37 658,75	37 658,75		-	15 128,50	22 530,25		
Département – Partie 2	3 660,00	3 660,00	-	-		3 660,00		
Département – Partie 3 (95325,00)	9 532,50	9 532,50	-	-		9 532,50		
Département – SDA phase 1	46 105,00	46 105,00	11 667,30	-	23 720,30	10 717,40	-	-
Département – SDA phase 2 à 4	120 187,00	120 187,00			-	40 062,33	40 062,33	40 062,34
	-	-						
Emprunt	500 000,00	500 000,00	500 000,00	-	-	-		
Fonds Propres	- 132 725,25	240 917,75	-	161 656,50	- 96 563,75	162 167,91	71 255,06	71 255,05
<b>Total des recettes</b>	<b>1 868 215,00</b>	<b>2 241 858,00</b>	<b>719 466,30</b>	<b>161 656,50</b>	<b>372 804,05</b>	<b>425 651,39</b>	<b>345 566,39</b>	<b>345 566,39</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP TRAVAUX REBAIS LES HAMEAUX

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « travaux d'assainissement - Rebais Les Hameaux »,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°202101- Rebais Les Hameaux	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT		
	HT	2021 réalisé	2022	2023
MOE ACT	19 095,00		19 095,00	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	63 650,00		63 650,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	3 500,00		3 500,00	
Travaux - la limousine (groupement) - 1er marché	1 450 500,00	-	1 450 500,00	
Travaux -STEP 2è marché	214 317,83		214 317,83	
Essais géotechnique STEP	12 155,00	12 155,00		12 155,00
SNAVEB - contrôle qualité réseaux	29 685,50			29 685,50
SEPROSA	7 230,00		7 230,00	
Medialex	2 877,38	2 877,38		
Enedis PR Boulivillers	1 109,40		1 109,40	
Enedis PR Les Jardins	1 109,40		1 109,40	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	26 000,00			26 000,00
Révisions de prix	25 560,00			25 560,00
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 856 789,51</b>	<b>15 032,38</b>	<b>1 760 511,63</b>	<b>93 400,50</b>
<b>Subventions</b>				
<b>AESN</b>				
MOE ACT				
MOE VISA-DET/OPC-AOR				
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi				
Travaux STEP	155 250,00		103 500,00	51 750,00
Travaux réseaux	549 369,00	-	549 369,00	-
Travaux Réseaux prêt 0%	183 123,00	183 123,00		
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)				
<b>Département</b>				
MOE ACT				
MOE VISA-DET/OPC-AOR				
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi				
Travaux - Step (33477 €) + réseaux (170 652€)	204 129,00		162 479,00	41 650,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)				
<b>Emprunts</b>	764 918,51		846 197,22	0,50
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>		-	98 966,41	
<b>Total des recettes</b>	<b>1 856 789,51</b>	<b>183 123,00</b>	<b>1 760 511,63</b>	<b>93 400,50</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP TRAVAUX BELLOT/VILLENEUVE SUR BELLOT

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « travaux d'assainissement - Bellot/Villeneuve sur Bellot »

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT			
	HT	avant 2020	2021	2022	2023
<b>Opération n°202008 - Bellot/Villeneuve sur Bellot</b>					
MOE ACT - Test Ingenierie	173 054,31	59 579,91	14 743,57	49 365,42	49 365,41
MOE VISA-DET/OPC-AOR - Test ingenierie					
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi					
Travaux STEP -Lot 1 - Groupement OTV	2 320 153,00			1 160 076,50	1 160 076,50
Travaux Réseaux - Lot 2 - MGCE	595 900,00			297 950,00	297 950,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	65 105,00			32 552,50	32 552,50
Enedis les basses marées Bellot	11 442,60			11 442,60	
Médialex	737,70		737,70		
Révisions de prix					
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 166 392,61</b>	<b>59 579,91</b>	<b>14 743,57</b>	<b>1 551 387,02</b>	<b>1 539 944,41</b>
<b>Subventions</b>					
<b>AESN</b>					
MOE ACT					
MOE VISA-DET/OPC-AOR					
Travaux STEP	464 030,00			232 015,00	232 015,00
Travaux Réseaux	119 180,00			59 590,00	59 590,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)					
<b>Département</b>					
MOE ACT	1 541,00	0		1 541,00	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	19 291,85	10 034,15		9 257,70	
Travaux STEP	545 847,12			272 923,56	272 923,56
Travaux requalification EU Impasse des closeaux	8 089,95			8 089,95	
Travaux Création Réseaux	88 887,20			44 443,60	44 443,60
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)					
<b>Emprunts</b>	1 919 525,49			923 526,21	930 972,25
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>		49 545,76	14 743,57		
<b>Total des recettes</b>	<b>3 166 392,61</b>	<b>59 579,91</b>	<b>14 743,57</b>	<b>1 551 387,02</b>	<b>1 539 944,41</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX ST CYR SUR MORIN

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « travaux d'assainissement - Saint Cyr sur Morin »,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :

- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°202006 - St Cyr sur Morin	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT				
	HT	Antérieur à 2020- Commune	2020 réalisé	2021 réalisé	2022	2023
MOE ACT - Artélias	27 295,00					
MOE VISA-DET/OPC-AOR - Artélias et sous traitant Test Ingenierie	88 402,32	15 240,58	20 361,37	14 434,97	32 830,20	32 830,20
AMO - Test ingénierie	27 612,83	20 215,50	3 316,27	939,56	3 141,50	
Test Ingenierie - portée à connaissance	1 860,00				1 860,00	
Travaux STEP - Lot 1 - Edgard Duval	870 000,00				652 500,00	217 500,00
Travaux Réseau - Lot 2 bassin de stockage, restitution + réseaux - MGCE	2 048 110,00				1 536 082,50	512 027,50
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	36 420,00			500,00		35 920,00
BTP consultants contrôle technique	4 500,00		1 100,00		3 400,00	
Hydrogéotechnique - tranche ferme	27 867,00		21 367,00		6 500,00	
Hydrogéotechnique - devis complémentaire Bassin orages	7 939,30			7 939,30		
Enedis PR chemin des rosettes	1 331,28				1 331,28	
Enedis PR Av Daniel Simon	1 331,28				1 331,28	
Enedis PR Rue Hasard	4 438,00				4 438,00	
Enedis STEP Rue de Chavigny	7 270,00				7 270,00	
Médialex	231,78			231,78		
Révisions de prix						
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 154 608,79</b>	<b>35 456,08</b>	<b>46 144,64</b>	<b>24 045,61</b>	<b>2 250 684,76</b>	<b>798 277,70</b>
<b>Subventions</b>						
<b>AESN</b>						
MOE ACT						
MOE EP AVP PRO et ACT + AMO: STEP - n° convention 1083169	31 655,00	25 324,00			6 331,00	
MOE EP AVP PRO et ACT + AMO : Réseaux - n° convention 1083172	39 940,00	31 952,00			7 988,00	
MOE VISA-DET/OPC-AOR						
AMO Test						
Travaux STEP	261 000,00				130 500,00	130 500,00
Emprunt taux 0%	130 500,00				130 500,00	
Travaux Réseau	450 584,20				225 292,10	225 292,10
Emprunt taux 0%	225 292,10				225 292,00	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)						
<b>Département</b>						
MOE ACT						
MOE VISA-DET/OPC-AOR (voir Travaux STEP)						
AMO Test						
MOE Etude	25 463,58	12 752,42			12 712,16	
Travaux STEP	375 474,06				187 737,03	187 737,03
Travaux Création Réseaux	136 555,90				68 277,95	68 277,95
Travaux réhabilitation Réseau	10 386,45				10 386,45	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)						
<b>Emprunts</b>	1 171 907,50				1 053 082,94	-
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	295 850,00		46 144,64	24 045,61	192 585,13	186 470,62
<b>Total des recettes</b>	<b>3 154 608,79</b>	<b>70 028,42</b>	<b>46 144,64</b>	<b>24 045,61</b>	<b>2 250 684,76</b>	<b>798 277,70</b>

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX ST OUEN SUR MORIN**

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** le vote en AP/CP de l'opération « travaux d'assainissement - St Ouen sur Morin »,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°202012- St Ouen sur Morin	Autorisation de programme		Crédits de Paiement HT				
	Détail	HT	Antérieur à 2020- Commune	2020 réalisé	2021 réalisé	2022	2023
<b>MOE AVP-PRO-ACT - Intégrale Environnement</b>	72 500,00	220 369,00				36 250,00	36 250,00
Enquêtes domiciliaires - <b>Test Ingénierie</b>	38 760,00					38 760,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	36 059,00				3 300,00	16 365,00	16 364,00
MOE VISA-DET/OPC-AOR	65 900,00					32 950,00	32 950,00
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	7 150,00						7 150,00
ICAPE - AMO - Accompagnement BE		6 000,00	6 000,00				
ICAPE - AMO - Assistance DCE		22 800,00	11 200,00			11 600,00	
Travaux Réseaux - <b>SETA environnement</b>		3 171 466,50				1 057 155,50	2 114 311,00
Seprosa SPS		6 410,00				3 205,00	3 205,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)		33 590,00				20 000,00	20 000,00
Eurodiex - Amiante		2 550,00			2 550,00		
Méramo - Etude géotechnique		8 741,00			8 741,00		
Révisions de prix							
<b>Total des dépenses</b>		<b>3 471 926,50</b>	<b>17 200,00</b>	<b>-</b>	<b>14 591,00</b>	<b>1 216 285,50</b>	<b>2 230 230,00</b>
<b>Subventions</b>							
<b>AESN</b>							
MOE AVP-PRO-ACT	70 230,00	70 230,00				56 184,00	14 046,00
Enquêtes domiciliaires							
Missions complémentaires MOE concernées phase conception							
MOE VISA-DET/OPC-AOR							
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi							
Travaux	600 000,00	600 000,00				200 000,00	400 000,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)							
<b>Département</b>							
MOE AVP-PRO-ACT	14 321,00	14 321,00			1 382,27	12 938,73	
Enquêtes domiciliaires							
Missions complémentaires MOE concernées phase conception							
MOE VISA-DET/OPC-AOR							
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi							
Travaux création Réseaux	300 000,00	300 000,00				100 000,00	200 000,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)							
<b>Emprunts</b>		2 199 375,50				799 162,77	1 390 765,00
<b>Fonds Propres - excédent reversé + PFAC</b>		288 000,00	17 200,00		13 198,73	48 000,00	225 419,00
<b>Total des recettes</b>		<b>3 471 926,50</b>	<b>17 200,00</b>	<b>-</b>	<b>14 581,00</b>	<b>1 216 285,50</b>	<b>2 230 230,00</b>

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX LA FERTE GAUCHER**

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de La Ferté Gaucher,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Marché subséquent n°4	Autorisation de programme	Crédits de Paiement		
		HT		
Opération n°202117- La Ferté Gaucher	HT	2022	2023	2024
MOE AVP-PRO-ACT	16 509,50	16 509,50	-	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	6 735,00	6 735,00	-	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	16 509,50	8 254,75	8 254,75	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	0,00	-	-	
Travaux Réseaux	998 812,00	-	499 406,00	499 406,00
Travaux Postes (pas subventionnables)	350 000,00	350 000,00	-	
Wienert - levée topo Réseaux	15 000,00	15 000,00		
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	19 660,00	6 553,33	13 106,67	
Révisions de prix	18 580,00	6 193,33	12 386,67	
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 441 806,00</b>	<b>409 245,92</b>	<b>533 154,08</b>	<b>499 406,00</b>
<b>Subventions</b>				
<b>AESN</b>				
MOE AVP-PRO-ACT	8 254,75	8 254,75	-	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	3 367,50	3 367,50	-	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	20 796,00	10 398,00	10 398,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	4 500,00	2 250,00	2 250,00	
Travaux Réseaux	199 762,40			199 762,40
Travaux Postes	0,00	-	-	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	14 898,00	4 966,00	9 932,00	
<b>Département</b>				
MOE AVP-PRO-ACT	6 932,00	6 932,00	-	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	1 483,00	1 483,00	-	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	6 932,00	3 466,00	3 466,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	1 500,00	750,00	750,00	
Travaux Réseaux	99 881,20		49 940,60	49 940,60
Travaux Postes	0,00	-	-	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	4 966,00	1 655,33	3 310,67	
<b>Emprunts</b>	568 533,15	115 176,95	328 380,01	124 976,19
<b>Fonds Propres - excédent reversé + PFAC</b>	500 000,00	250 546,39	124 726,81	124 726,81
<b>Total des recettes</b>	<b>1 441 806,00</b>	<b>409 245,92</b>	<b>533 154,08</b>	<b>499 406,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX JOUY SUR MORIN

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de Jouy sur Morin,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°202013-Jouy sur Morin	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT		
	HT	2022	2023	2024
MOE AVP-PRO-ACT - phase 1 Réduction ECPP	29 040,00	29 040,00	-	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	25 410,00	25 410,00	-	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	29 040,00	14 520,00	14 520,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	7 260,00	3 630,00	3 630,00	
MOE AVP-PRO-ACT - Champgoulin à STEP Bourg	32 126,00	32 126,00		
MOE AVP-PRO-ACT - phase 2 Réduction ECPP	35 548,00	35 548,00		
Travaux Réseaux Réduction ECPP - phase 1	777 531,00		518 354,00	259 177,00
Relevé topographique - Cabinet Wienert - Phase 1	5 900,00	5 900,00		
Travaux Réseaux Réduction ECPP - phase 2	408 807,00		408 807,00	
Travaux Réseaux Champgoulin à STEP Bourg	273 770,00	-	273 770,00	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	7 260,00	2 420,00	4 840,00	
Révisions de prix	7 970,00	2 656,67	5 313,33	
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 639 662,00</b>	<b>151 250,67</b>	<b>1 229 234,33</b>	<b>259 177,00</b>
<b>Subventions</b>				
<b>AESN</b>				
MOE AVP-PRO-ACT	14 520,00	14 520,00	-	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	12 705,00	12 705,00	-	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	8 712,00	4 356,00	4 356,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	2 178,00	1 089,00	1 089,00	
Travaux	145 200,00	-	108 900,00	36 300,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	2 178,00	1 306,80	871,20	
<b>Département</b>				
MOE AVP-PRO-ACT	2 904,00	2 904,00	-	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	2 541,00	2 541,00	-	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	2 904,00	1 452,00	1 452,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	726,00	363,00	363,00	
Travaux	72 600,00	-	54 450,00	18 150,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	726,00	435,60	290,40	
<b>Emprunts</b>	1 232 793,00	73 574,00	1 001 872,73	157 346,27
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	138 975,00	36 004,27	55 590,00	47 380,73
<b>Total des recettes</b>	<b>1 639 662,00</b>	<b>151 250,67</b>	<b>1 229 234,33</b>	<b>259 177,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP- TRAVAUX DOUE

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de Doue,



**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°202002- Doue	Autorisation de	Crédits de Paiement	
	HT	2022	2023
MOE AVP-PRO-ACT	14 244,00	14 244,00	-
Missions complémentaires MOE concernées	17 463,50	17 463,50	-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	14 244,00	-	14 244,00
Missions complémentaires MOE concernées	0,00	-	-
Travaux	356 100,00	-	356 100,00
Prestations autres (type essais garantie, essais	3 561,00	-	3 561,00
Révisions de prix	3 910,00	-	3 910,00
<b>Total des dépenses</b>	<b>409 522,50</b>	<b>31 707,50</b>	<b>377 815,00</b>
<b>Subventions</b>			
<b>AESN</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	0,00	-	-
Missions complémentaires MOE concernées	0,00	-	-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	0,00	-	-
Missions complémentaires MOE concernées	0,00	-	-
Travaux	0,00	-	-
Prestations autres (type essais garantie, essais	0,00	-	-
<b>Département</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	0,00	-	-
Missions complémentaires MOE concernées	0,00	-	-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	0,00	-	-
Missions complémentaires MOE concernées	0,00	-	-
Travaux	0,00	-	-
Prestations autres (type essais garantie, essais	0,00	-	-
	0,00		
<b>Emprunts</b>	206 349,50	-	187 325,00
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	203 173,00	31 707,50	190 490,00
<b>Total des recettes</b>	<b>409 522,50</b>	<b>31 707,50</b>	<b>377 815,00</b>

**DELIBERATION**

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX LA CHAPELLE MOUTILS – BOURG**

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de La Chapelle Moutils – Bourg,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Marché Subséquent n°1	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT	
	HT	2022	2023
<b>Opération n°202118 - La Chapelle Moutils</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	10 810,00	10 810,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	8 272,50	8 272,50	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	10 810,00	10 810,00	-
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	13 885,00	13 885,00	-
Etude	25 750,00	25 750,00	
Travaux	230 000,00	230 000,00	-
Acquisition terrain			
Essai Géotechnique Méramo	8960	8 960,00	
Géomètre Chollet 1er devis levée topo	1065	1 065,00	
Géomètre Chollet	490	490,00	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	12 810,00	12 810,00	-
Révisions de prix	4 350,00	4 350,00	-
<b>Total des dépenses</b>	<b>327 202,50</b>	<b>327 202,50</b>	<b>-</b>
<b>Subventions</b>			
<b>AESN</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	5 405,00		
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	4 136,25	21 888,75	-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	5 405,00		
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	6 942,50		
Travaux	92 000,00	92 000,00	-
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
<b>Département</b>			
MOE AVP-PRO-ACT			
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	7 296,00	7 296,00	-
MOE VISA-DET/OPC-AOR			
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi			
Travaux	23 000,00	23 000,00	-
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
<b>Emprunts</b>			
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	<b>183 017,75</b>	<b>183 017,75</b>	<b>-</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>327 202,50</b>	<b>327 202,50</b>	<b>-</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX LA CHAPELLE MOUTILS – MOUTILS

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de La Chapelle-Moutils – Moutils,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Marché Subséquent n°1	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT	
		2022	2023
<b>Opération n°202121 - La Chapelle Moutils - Moutils</b>	<b>HT</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
MOE AVP-PRO-ACT	13 795,00	13 795,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	8 272,50	8 272,50	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	13 795,00	13 795,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	13 885,00	13 885,00	
Etude	35 680,00	35 680,00	
Travaux	310 000,00	310 000,00	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	12 810,00	12 810,00	
Essai Géotechnique Méramo	8960	8 960,00	
Géomètre Chollet 1er devis levée topo	1065	1 065,00	
Géomètre Chollet	490	490,00	
Révisions de prix	4 350,00	4 350,00	
<b>Total des dépenses</b>	<b>423 102,50</b>	<b>423 102,50</b>	<b>-</b>
<b>Subventions</b>			
<b>AESN</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	6 897,50	24 873,75	-
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	4 136,25		
MOE VISA-DET/OPC-AOR	6 897,50		
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	6 942,50		
Travaux	124 000,00	124 000,00	-
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
<b>Département</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	8 300,00	8 300,00	-
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			
MOE VISA-DET/OPC-AOR			
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi			
Travaux	31 000,00	31 000,00	-
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
<b>Emprunts</b>			
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	234 928,75	234 928,75	-
<b>Total des recettes</b>	<b>423 102,50</b>	<b>423 102,50</b>	<b>-</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX MEILLERAY

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction codificatrice M4,

VU l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de Meilleray,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Marché Subséquent n°2	Autorisation de	Crédits de Paiement	
	HT	2022	2023
<b>Opération n°202119 -Meilleray</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	26 040,00	26 040,00	-
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	24 042,50	24 042,50	-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	26 040,00	26 040,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	0,00	-	
Travaux	620 000,00	620 000,00	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	16 800,00	16 800,00	
Acquisition Parcelle	30 000,00	30 000,00	
Révisions de prix	5 530,00	5 530,00	
<b>Total des dépenses</b>	<b>748 452,50</b>	<b>748 452,50</b>	-
<b>Subventions</b>			
<b>AESN</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	14 721,64	14 721,64	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	13 592,36	13 592,36	
MOE VISA-DET/OPC-AOR	6 510,00	6 510,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	0,00	-	
Travaux	186 000,00	186 000,00	
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	0,00	-	
<b>Département</b>	<b>0,00</b>		
<b>Département</b>			
MOE AVP-PRO-ACT		12 370,00	
Missions complémentaires MOE concernées phase conception	12 370,00	-	-
MOE VISA-DET/OPC-AOR		-	-
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi		-	-
Travaux	62 000,00	62 000,00	-
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)	0,00	-	-
<b>Fonds propres - redevance</b>	<b>121 294,44</b>	<b>121 294,44</b>	
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	<b>331 964,06</b>	<b>331 964,06</b>	
<b>Total des recettes</b>	<b>748 452,50</b>	<b>748 452,50</b>	-

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX BAIL INVESTISSEMENT

VU les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**VU** la délibération n° 53-2021 portant Autorisation de Programme/Crédits de paiements pour l'opération « Travaux Bail Investissement »,

**CONSIDERANT** que ces travaux s'intègrent plus facilement dans un plan pluriannuel d'investissement qu'une autorisation de programme,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **ABROGE** la délibération n° 53-2021.
- **DIT** que ces travaux seront inscrits dans le cadre d'un plan pluriannuel d'investissement.

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX CHARTRONGES

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de Chartronges,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Marché Subséquent n°	Autorisation	Crédits de Paiement	
Opération n°202223 -Chartronges	HT	2022	2023
MOE AVP-PRO-ACT	37 484,00	24 990,00	12 494,00
Missions complémentaires MOE			-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	37 484,00	24 990,00	12 494,00
Missions complémentaires MOE			
travaux reconstruction STEP	291 034,00		291 034,00
Travaux Réduction ECPP	258 748,00		258 748,00
Prestations autres (type essais)			
Acquisition Parcelle			
Révisions de prix			
<b>Total des dépenses</b>	<b>624 750,00</b>	<b>49 980,00</b>	<b>574 770,00</b>
<b>Subventions</b>			
<b>AESN</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	9 371,00	6 247,33	3 123,67
Missions complémentaires MOE			
MOE VISA-DET/OPC-AOR	9 371,00	6 247,33	3 123,67
Missions complémentaires MOE			
travaux reconstruction STEP	58 206,80		58 206,80
Travaux Réduction ECPP	51 749,60		51 749,60
Prestations autres (type essais)			
<b>Département</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	9 371,00	6 247,33	3 123,67
Missions complémentaires MOE			-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	9 371,00	6 247,33	3 123,67
Missions complémentaires MOE			-
travaux reconstruction STEP	29 103,40		29 103,40
Travaux Réduction ECPP	25 874,80		25 874,80
Prestations autres (type essais)			-
<b>Fonds propres - emprunts</b>	<b>402 331,40</b>	<b>14 990,67</b>	<b>387 340,73</b>
<b>Fonds propres - redevance</b>	<b>20 000,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>			
<b>Total des recettes</b>	<b>624 750,00</b>	<b>49 980,00</b>	<b>574 770,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX ST REMY DE LA VANNE

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de St Remy de la Vanne,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Marché Subséquent n°	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT	
		2022	2023
<b>Opération n°202224 -St Remy de la Vanne</b>	<b>HT</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
MOE AVP-PRO-ACT (12% travaux)	41 915,00	27 944,00	13 971,00
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	41 915,00	27 944,00	13 971,00
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi			
Travaux Réduction ECPP	814 760,00		814 760,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
Acquisition Parcelle			
Révisions de prix			
<b>Total des dépenses</b>	<b>898 590,00</b>	<b>55 888,00</b>	<b>842 702,00</b>
<b>Subventions</b>			
<b>AESN</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	20 957,50	13 971,67	6 985,83
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			
MOE VISA-DET/OPC-AOR			
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	20 957,50	13 971,67	6 985,83
Travaux Réduction ECPP	162 952,00		162 952,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
<b>Département</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	10 478,75	6 985,83	3 492,92
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	10 478,75	6 985,83	3 492,92
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi			-
Travaux Réduction ECPP	81 476,00		81 476,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			-
<b>Fonds propres - emprunts</b>	<b>577 316,50</b>		<b>577 316,50</b>
<b>Fonds propres - redevance</b>			
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	<b>13 973,00</b>	<b>13 973,00</b>	<b>-</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>898 590,00</b>	<b>55 888,00</b>	<b>842 702,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX ST SIMEON

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de St Siméon,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :



Marché Subséquent n°	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT	
		2022	2023
<b>Opération n°202225 -St Siméon</b>	<b>HT</b>		
MOE AVP-PRO-ACT (12% travaux)	41 915,00	27 944,00	13 971,00
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	41 915,00	27 944,00	13 971,00
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi			
Travaux Réduction ECPP	814 760,00		814 760,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
Acquisition Parcelle			
Révisions de prix			
<b>Total des dépenses</b>	<b>898 590,00</b>	<b>55 888,00</b>	<b>842 702,00</b>
<b>Subventions</b>			
<b>AESN</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	20 957,50	13 971,67	6 985,83
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			
MOE VISA-DET/OPC-AOR			
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	20 957,50	13 971,67	6 985,83
Travaux Réduction ECPP	162 952,00		162 952,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
<b>Département</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	10 478,75	6 985,83	3 492,92
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	10 478,75	6 985,83	3 492,92
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi			-
Travaux Réduction ECPP	81 476,00		81 476,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			-
<b>Fonds propres - emprunts</b>	<b>577 316,50</b>		<b>577 316,50</b>
<b>Fonds propres - redevance</b>			
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	<b>13 973,00</b>	<b>13 973,00</b>	<b>-</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>898 590,00</b>	<b>55 888,00</b>	<b>842 702,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX VERDELLOT

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de Verdelot,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Marché Subséquent n°	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT	
		2022	2023
<b>Opération n°202226 -Verdelot</b>	<b>HT</b>		
MOE AVP-PRO-ACT (12% travaux)	24 577,00	16 385,00	8 192,00
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	24 577,00	16 385,00	8 192,00
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi			
Travaux Réduction ECPP	360 466,00		360 466,00
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
Acquisition Parcelle			
Révisions de prix			
<b>Total des dépenses</b>	<b>409 620,00</b>	<b>32 770,00</b>	<b>376 850,00</b>
<b>Subventions</b>			
<b>AESN</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	12 288,50	8 192,33	4 096,17
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			
MOE VISA-DET/OPC-AOR			
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi	12 288,50	8 192,33	4 096,17
Travaux Réduction ECPP	72 093,20		72 093,20
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			
<b>Département</b>			
MOE AVP-PRO-ACT	6 144,25	4 096,17	2 048,08
Missions complémentaires MOE concernées phase conception			-
MOE VISA-DET/OPC-AOR	6 144,25	4 096,17	2 048,08
Missions complémentaires MOE concernées phase suivi			-
Travaux Réduction ECPP	36 046,60		36 046,60
Prestations autres (type essais garantie, essais réception...)			-
<b>Fonds propres - emprunts</b>	<b>256 421,70</b>		<b>256 421,70</b>
<b>Fonds propres - redevance</b>			
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	<b>8 193,00</b>	<b>8 193,00</b>	<b>-</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>409 620,00</b>	<b>32 770,00</b>	<b>376 850,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – AP/CP - TRAVAUX REBAIS – PHASE 3

**VU** les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'article L263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction codificatrice M4,

**VU** l'avis favorable émis par la commission finances,

**CONSIDERANT** que le vote en AP/CP est nécessaire pour la réalisation des travaux d'assainissement de la commune de Rebaix - phase 3,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :
- **DIT** que les reports de crédits de paiement se feront automatiquement sur les CP de l'année N+1
- **DIT** que les dépenses seront équilibrées par les recettes comme suit :

Opération n°202201- Rebais le Bourg Phase 3	Autorisation de programme	Crédits de Paiement HT		
	HT	2022	2023	2024
MOE ACT	129 510,00	77 500,00		52 010,00
MOE VISA-DET/OPC-AOR	129 511,00		77 500,00	52 011,00
Missions complémentaires MOE concernées phase				
Travaux -	1 899 489,00	-	667 836,00	1 231 653,00
Travaux -				
Essais géotechnique STEP				
- contrôle qualité réseaux				
bureau de contrôle				
Cholet - Levée topo	4 950,00	4 950,00		
Enedis PR				
Enedis PR				
Prestations autres (type essais garantie, essais				
Révisions de prix				
<b>Total des dépenses</b>	<b>2 163 460,00</b>	<b>82 450,00</b>	<b>745 336,00</b>	<b>1 335 674,00</b>
<b>Subventions</b>				
<b>AESN</b>				
MOE ACT	64 755,00		38 853,00	25 902,00
MOE VISA-DET/OPC-AOR	64 755,50		38 853,50	25 902,00
Missions complémentaires MOE concernées phase				
Travaux STEP			-	-
Travaux réseaux	189 948,90			189 948,90
Travaux Réseaux prêt 0%	189 948,90		189 948,90	
Prestations autres (type essais garantie, essais				
<b>Département</b>				
MOE ACT	32 377,75		19 426,65	12 951,10
MOE VISA-DET/OPC-AOR	32 377,50		19 426,65	12 950,85
Missions complémentaires MOE concernées phase				
Travaux - Step + réseaux	189 948,90		113 969,34	75 979,56
Prestations autres (type essais garantie, essais				
<b>Emprunts</b>	1 316 897,55		324 857,96	992 039,59
<b>Fonds Propres - excédent reversé</b>	82 450,00	82 450,00		
<b>Total des recettes</b>	<b>2 163 460,00</b>	<b>82 450,00</b>	<b>745 336,00</b>	<b>1 335 674,00</b>

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – VOTE DU BUDGET 2022

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** l'exposé de Monsieur le Vice-Président en charge des finances relatif aux documents reçus par chaque conseiller communautaire,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **VOTE** le budget primitif à l'équilibre au titre de l'année 2022 comme suit :

Budget Assainissement 2022	
Investissement	Fonctionnement
15 167 719.07 €	3 655 780.68 €

## DELIBERATION

### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRES DE L'AESN ET DU CD77 TRAVAUX DES COMMUNES DE BOITRON ET DE ST OUEN SUR MORIN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**VU** le rapport de consultation des offres,

**CONSIDERANT** que le choix des entreprises pour la réalisation de la STEP et des réseaux d'assainissement sur les communes de Boitron et Saint Ouen sur Morin a été fait,

**CONSIDERANT** que le montant des travaux, conforme aux AP/CP, est le suivant :

	Boitron	Saint Ouen sur Morin
Lot - création de STEP	750 000 €	NC
Lot – création et/ou réhabilitation de Réseaux	NC	3 222 758 €

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **SOLLICITE** auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Département de Seine-et-Marne les subventions relatives aux travaux ci-dessus mentionnés, y compris les frais afférents aux travaux (maîtrise d'œuvre, études préliminaires et connexes, mise en œuvre des travaux, la réalisation des essais).
- **SOLLICITE** auprès du Département de Seine et Marne et de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, une dérogation pour le démarrage des études et travaux sans attendre la notification de la subvention.
- **AUTORISE** le Président à faire les démarches nécessaires pour l'obtention des aides financières et à signer l'ensemble des documents se rapportant aux différents dossiers énumérés.

## URBANISME

## DELIBERATION

### APPROBATION DU PLU DE VERDELOT

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-21 et suivants, R. 153-20 et suivants,

**VU** la délibération du Conseil municipal de Verdelot en date du 14 septembre 2015 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration du Plan Local d'urbanisme et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,

**VU** le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Président,

**VU** les éléments du « Porter à Connaissance » transmis par le représentant de l'Etat,

**VU** la délibération du Conseil communautaire en date du 28 juin 2018 ayant arrêté le projet de PLU,

**VU** les avis des personnes publiques associées ou consultées sur le projet de PLU arrêté,

**VU** l'arrêté du Président n°A09-2019 en date du 12 mars 2019 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil communautaire,

**VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 09 avril 2019 au 11 mai 2019,

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

**VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Verdolot en date du 21 mars 2022 rendant un avis favorable à l'approbation du PLU,

**CONSIDERANT** que les avis des personnes publiques associées qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ont été pris en compte,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de conserver un potentiel de développement économique dans la commune, la zone 2AUX située au niveau du Pré Martois est maintenue avec une emprise réduite à 2 ha,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (2 abstentions : Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **APPROUVE** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Verdolot tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- **DIT** que conformément aux dispositions de l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'EPCI et en mairie pendant un mois ; que mention de cet affichage sera, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire :
  - dans le délai d'un mois suivant sa transmission au Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
  - et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.
- **DIT** que conformément à l'article L.153-22 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public au siège de l'EPCI et en mairie.

## DELIBERATION

### MODIFICATION DE LA TARIFICATION DES AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de modifier les articles 13 et 14 de la convention,

**VU** le projet de nouvelle convention,

**VU** les nouveaux tarifs proposés ci-dessous :

<b>Types d'Actes</b>	<b>Valeur Equivalent Permis Construire</b>	<b>Valeur Temps en Heures</b>	<b>Coût à l'acte TTC</b>
Permis de Construire	1	8 H	<b>285 €</b>
Certificat Urbanisme simple	0.2	1.8 H	<b>65 €</b>
Certificat Urbanisme opérationnel	0.4	3.2 H	<b>115 €</b>
Déclaration Préalable	0.7	5.6 H	<b>200 €</b>
Permis d'Aménager	1.4	11,2 H	<b>400 €</b>
Permis de Démolir	0.8	6.4 H	<b>230 €</b>
Permis de Construire Modificatif	0,7	5,6 H	<b>200 €</b>
Permis d'Aménager valant Déclaration Préalable	0,7	5,6 H	<b>200 €</b>
Permis de Construire Complexe	1,7	13,6 H	<b>485 €</b>

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **APPROUVE** les termes de la nouvelle convention ADS portant sur l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation du sol (annexée à la présente délibération).
- **VALIDE** les tarifs proposés.
- **AUTORISE** le Président à signer la convention avec les communes membres qui le souhaitent.

## SANTÉ

### DELIBERATION

#### LOYERS POUR DES LOCAUX MEUBLES OU A TEMPS PARTIEL AU SEIN DE LA MAISON DE SANTE

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts,

**VU** les tarifs établis au m<sup>2</sup> lors de l'ouverture de la Maison de santé pour des locaux loués vides,

**CONSIDERANT** la revalorisation annuelle légale qui établit le coût au m<sup>2</sup> à : 2,81 €/ m<sup>2</sup> TTC soit 2,25€/ m<sup>2</sup> HT soit un loyer mensuel de 103,69€ TTC,

**CONSIDERANT** la demande de soignants pour des locaux meublés et/ou à temps partiel,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **FIXE** le loyer pour local meublé comme suit : 3,93€/m<sup>2</sup> TTC soit 3,14 €/ m<sup>2</sup> HT.
- **FIXE** un forfait pour le loyer, selon le temps de présence hebdomadaire comme suit :
  - de 1 à 2 jours par semaine : 55 € TTC/mois soit 44€ HT/mois
  - de 3 à 4 jours par semaine : 131 € TTC/mois soit 104,80 € HT/mois

- **FIXE** un **forfait** pour le paiement des charges selon le temps de présence hebdomadaire comme suit :
- 1 jour de présence : 14 € HT/mois
  - 2 jours de présence : 25€ HT/mois
  - 3 jours de présence : 40€ HT/mois
  - 4 jours de présence : 50 € HT/mois
- **AUTORISE** le Président, selon les situations des pétitionnaires, à **proposer la gratuité des loyers pendant 1 an** pour les **professionnels** de santé dont c'est la première installation sur le territoire de la CC2M et qui ne bénéficient **pas d'aide financière** pour celle-ci, **avec** une **clause de remboursement** en cas de rupture du bail avant la fin du contrat.

## TOURISME

### DELIBERATION

#### CREATION DE TROIS ESCAPE GAMES : VOTE DES TARIFS

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** les statuts,

**CONSIDERANT** le souhait de la collectivité de développer des produits touristiques afin de faire découvrir certains sites du territoire de manière ludique,

**CONSIDERANT** qu'il a été décidé de créer trois escape games sur les communes de Bellot, La Chapelle-Moutils et St Siméon, en partenariat avec le Lycée La Bretonnière de Chailly en Brie,

**CONSIDERANT** que ces produits touristiques, ont été réalisés par les élèves dudit lycée,

**CONSIDERANT** désormais qu'il convient de fixer des tarifs afin de les commercialiser à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022,

**VU** les tarifs proposés suivants :

- 5 € enfant (à partir de 6 ans)
- 10 € adulte
- 20 € famille (2 adultes / 2 enfants)
- 15 € famille monoparentale

**Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :**

- **ADOPTE** les tarifs ci-dessus pour la saison touristique 2022.

**CREATION D'UN EMPLOI DE CHAUFFEUR POUR LE SERVICE « TRANSPORT A LA PERSONNE »**

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer un emploi de chauffeur pour le service « Transport à la Personne », en raison de la fin de mission d'un agent contractuel,

**CONSIDERANT** que l'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, catégorie C,

**CONSIDERANT** que l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, chaque emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si le contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Formation aux gestes de premiers secours
- Permis B obligatoire

Contraintes particulières à l'emploi :

- Rythme de travail irrégulier avec pics d'activité liés au rythme des prises de RDV
- Déplacements très fréquents

Compétences nécessaires :

- *Compétences professionnelles*
  - Rigueur, ponctualité, amabilité
  - Force de propositions
  - Sens du service public
  - Sens de l'organisation
- *Compétences techniques*
  - Connaître l'environnement des collectivités territoriales
  - Assurer la sécurité des usagers avec une bonne connaissance du véhicule de transport et des règles de conduite

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire



**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (3 abstentions : Michel JOZON, Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps complet de chauffeur pour le service « Transport à la Personne », à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, catégorie C.
- **DIT** que le recrutement d'agents contractuels ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

## DELIBERATION

### CREATION DE 6 EMPLOIS D'ANIMATEURS ALSH

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer 6 emplois d'animateurs de centres de loisirs, en raison de la fin de mission de 6 agents contractuels,

**CONSIDERANT** que ces emplois sont ouverts aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des adjoints territoriaux d'animation, catégorie C,

**CONSIDERANT** que chaque emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois par des fonctionnaires n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, chaque emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne pourront l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Titulaire du BAFA et/ou équivalences et expérience en structure collective appréciée
- Formation aux gestes de premiers secours
- Permis B obligatoire

Contrainte particulière à l'emploi :

annualisation du temps de travail

Compétences nécessaires:

- *Compétences professionnelles*
- Capacité d'analyse des besoins de l'enfant et de sa famille
- Savoir créer les conditions d'accueil et d'échange avec les parents
- Savoir articuler sa pratique dans une équipe pluridisciplinaire, être créatif

- *Compétences techniques*
- Connaître l'environnement des collectivités territoriales
- Propositions d'activités variées
- Connaissance de la structuration d'un centre de loisirs, des valeurs et des techniques d'animation
- Connaissance de la réglementation relative à l'accueil des jeunes enfants
- Connaissance du développement de l'enfant

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (3 abstentions : Michel JOZON, Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création de 4 emplois permanents à temps complet d'animateurs ALSH, à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi des adjoints territoriaux d'animation, catégorie C.
- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps non complet (8.62/35h) d'animateur ALSH, à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi des adjoints territoriaux d'animation, catégorie C.
- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps non complet (22/35h) d'animateur ALSH, à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi des adjoints territoriaux d'animation, catégorie C.
- **DIT** que le recrutement d'agents contractuels ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

**DELIBERATION**

**CREATION DE 2 EMPLOIS DE CHAUFFEUR/RIPEUR POUR  
LE SERVICE « OM »**

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer 2 emplois de chauffeur / ripeur pour le service « Ordures Ménagères », en raison de la fin de mission de 2 agents contractuels,

**CONSIDERANT** que ces emplois sont ouverts aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des Adjointes techniques territoriaux, catégorie C,

**CONSIDERANT** que ces emplois pourront être occupés par des agents contractuels recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois par des fonctionnaires n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, chaque emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne pourront l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Permis B, C, E
- Expérience confirmée dans la conduite de camions d'ordures ménagères, de camions ampliroll
- Connaissances en mécanique et hydraulique

Contrainte particulière à l'emploi :

- Rythme de travail irrégulier avec pics d'activité

Compétences nécessaires :

- *Compétences professionnelles*
  - Sens des relations humaines et du service public
  - Disponibilité, esprit d'équipe
  - Connaître l'environnement des collectivités territoriales
- *Compétences techniques*
  - Connaissance des normes d'hygiène et de sécurité en matière de mécanique
  - Assurer la sécurité des usagers avec une bonne connaissance des règles de conduite
  - connaître les procédures de nettoyage

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (3 abstentions : Michel JOZON, Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création de 2 emplois permanents à temps complet de chauffeur / ripeur pour le service « ordures ménagères », à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi d'adjoints techniques territoriaux, catégorie C.
- **DIT** que le recrutement d'agents contractuels ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

## DELIBERATION

### CREATION D'UN EMPLOI D'AGENT TECHNIQUE POUR LE SERVICE ASSAINISSEMENT

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer un emploi d'agent technique pour le service « assainissement », en raison de la fin de mission d'un agent contractuel,

**CONSIDERANT** que l'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, catégorie C,

**CONSIDERANT** que l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Niveau BAC
- Permis B

Contrainte particulière à l'emploi :

- Déplacements itinérants sur tout le territoire de la CC2M

Compétences nécessaires:

- *Compétences professionnelles*
  - Connaissances en matière d'assainissement collectif
  - Savoir organiser son travail, être force de propositions
  - Polyvalent, savoir travailler en équipe
  - Discrétion, dynamisme
- *Compétences techniques*
  - Appliquer les règles d'hygiène et de sécurité au travail
  - Savoir réaliser des rapports d'interventions
  - Connaitre le fonctionnement des STEP, postes de relevage et déversoir d'orage et savoir les entretenir

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (3 abstentions : Michel JOZON, Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps complet d'agent technique pour le service « assainissement », à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, catégorie C.
- **DIT** que le recrutement d'un agent contractuel ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

## DELIBERATION

### CREATION D'UN EMPLOI D'AUXILIAIRE PETITE ENFANCE - MULTI-ACCUEIL

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer un emploi d'auxiliaire petite enfance pour le service « Multi – Accueil » des 2 Morin, en raison de la fin de mission d'un agent contractuel,

**CONSIDERANT** que l'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des agents sociaux territoriaux, catégorie C,

**CONSIDERANT** que l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- CAP Petite Enfance ou expérience d'Assistante Maternelle Agréée de plus de 5 ans
- Formation aux gestes de premiers secours

Contraintes particulières à l'emploi :

- Annualisation du temps de travail
- Congés imposés durant les vacances scolaires de la zone dont dépend la collectivité

Compétences nécessaires :

- *Compétences professionnelles*
  - Capacité d'analyse des besoins de l'enfant et de sa famille
  - Savoir créer les conditions d'accueil et d'échange avec les parents
  - Savoir articuler sa pratique dans une équipe pluridisciplinaire
  - Créativité
- *Compétences techniques*
  - Maîtrise des règles élémentaires d'hygiène et de diététique
  - Connaissance du développement de l'enfant de 0 à 3 ans
  - Connaître la réglementation liée à l'accueil des jeunes enfants
  - Maîtriser les diverses techniques professionnelles (changes, nettoyage de nez, prise de température...)

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (3 abstentions : Michel JOZON, Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps complet d'auxiliaire petite enfance, à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi des agents sociaux territoriaux, catégorie C.
- **DIT** que le recrutement d'un agent contractuel ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

**CREATION D'UN EMPLOI DE CHEF DE PROJET POUR LE SERVICE « CULTURE »**

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer un emploi de chef de projet pour le service « culture », dans le cadre du projet de création d'une médiathèque intercommunale,

**CONSIDERANT** que l'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant des cadres d'emplois :

- Assistants de conservation, catégorie B
- Bibliothécaires, catégorie A

**CONSIDERANT** que l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, chaque emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Bac +3 à Bac +5, selon expérience
- Permis B

Contraintes particulières à l'emploi :

- Disponibilité demandée pour des réunions le soir
- Déplacements sur le territoire intercommunal et extérieur de manière occasionnelle
- Travail sur écran

Compétences nécessaires :

- *Compétences professionnelles*
  - Bonne culture générale et intérêt pour l'actualité culturelle
  - Disponibilité et sens du service public
  - Aptitude à la décision et être force de propositions
  - Capacité à créer une dynamique, à mobiliser les équipes, à impliquer le personnel dans l'atteinte d'objectifs ambitieux
  - Capacité à travailler en partenariat
  - Bonne expression écrite et orale
  - Connaissance du fonctionnement des collectivités locales
  - Capacité à piloter un projet dans un contexte d'optimisation des ressources
- *Compétences techniques*
  - Connaître la réglementation en matière de droit d'auteur, protection de bases de données, copyright, etc.
  - Connaître l'architecture et les fonctionnalités d'un SIGB
  - Connaissance des enjeux de la lecture publique



- Expérience de la gestion d'une bibliothèque ou d'un réseau de lecture publique
- Compétences scientifiques et techniques liées au métier de bibliothécaire (définition des orientations documentaires, bibliothéconomie générale)

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (7 abstentions : Claude RAIMBOURG, Catherine ROBERT, Michel JOZON, Camille DIQUAS + 1 pouvoir, Luc NEIRYNCK + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps complet de chef de projet pour le service « culture », à compter du 7 avril 2022, sur les cadres d'emplois :
  - Assistants de conservation, catégorie B
  - Bibliothécaires, catégorie A.
- **DIT** que le recrutement d'un agent contractuel ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

## DELIBERATION

### CREATION D'UN EMPLOI DE COORDINATEUR LECTURE PUBLIQUE POUR LE SERVICE « CULTURE »

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer un emploi de coordinateur en lecture publique, dans le cadre de la restructuration du service culture, suite au changement d'emploi de l'agent en poste jusque-là,

**CONSIDERANT** que l'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant de cadre d'emploi des assistants de conservation, catégorie B,

**CONSIDERANT** que l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Bac +2 à Bac +5, selon expérience
- Permis B

Contraintes particulières à l'emploi :

- Horaires souples : disponibilité demandée pour les manifestations et réunions (soirs et weekends)
- Déplacements sur le territoire intercommunal et extérieur de manière occasionnelle
- Travail sur écran

Compétences nécessaires :

- *Compétences professionnelles*
  - Capacité à fédérer autour d'un projet
  - Aptitude à écouter, comprendre et s'adapter aux besoins d'un territoire
  - Goût de l'innovation, disponibilité
  - Bonne expression écrite et orale
- *Compétences techniques*
  - Connaissance des enjeux de la lecture publique
  - Expérience de la gestion d'une bibliothèque ou d'un réseau de lecture publique
  - Appétence pour la médiation culturelle à destination de tous les publics

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (8 abstentions : Michel JOZON, Béatrice RIOLET, Catherine ROBERT, Patrick ROBERT, Luc NEIRYNCK + 1 pouvoir, Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps complet de coordinateur en lecture publique, à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi des assistants de conservation, catégorie B.
- **DIT** que le recrutement d'un agent contractuel ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

## DELIBERATION

### CREATION D'UN EMPLOI D'ASSISTANTE DE DIRECTION

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer un emploi d'assistant(e) de direction, en raison de l'obtention du concours d'un agent au grade de rédacteur territorial,

**CONSIDERANT** que l'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant des cadres d'emplois :

- Adjoints administratifs territoriaux, catégorie C
- Rédacteurs territoriaux, catégorie B



**CONSIDERANT** que l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Bac ou équivalence en secrétariat
- BTS souhaité
- Permis B

Contrainte particulière à l'emploi :

- Possibilité de réunions le soir

Compétences nécessaires :

- *Compétences professionnelles*
  - Connaissances des partenaires privilégiés de la collectivité
  - Qualités rédactionnelles
  - Réactivité, adaptabilité
  - Autonomie dans l'organisation du travail de secrétariat
  - Polyvalence, rigueur et discrétion
- *Compétences techniques*
  - Savoir mobiliser les sources d'informations nécessaires
  - Maîtrise des outils informatiques dont Word, Excel, Power Point et des réseaux sociaux

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (5 abstentions : Michel JOZON, Dominique FRICHET, Béatrice RIOLET, Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps complet d'assistant (e) de direction, à compter du 7 avril 2022, sur les cadres d'emplois :
  - Adjointes administratifs territoriaux, catégorie C
  - Rédacteurs territoriaux, catégorie B
- **DIT** que le recrutement d'un agent contractuel ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

## CREATION D'UN EMPLOI DE DIRECTEUR DE CENTRE DE LOISIRS

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer un emploi de directeur de centre de loisirs, en raison de l'obtention du concours d'un agent au grade d'animateur territorial,

**CONSIDERANT** que l'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant des cadres d'emplois :

- Adjoints territoriaux d'animation, catégorie C
- Animateurs territoriaux, catégorie B

**CONSIDERANT** que l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Titulaire d'un diplôme d'animation (DEJEPS, BPJEPS, DUT Carrières Sociales, BAFD...)
- Formation aux gestes de premiers secours
- Permis de conduire B

### Contraintes particulières à l'emploi :

- Annualisation du temps de travail
- Horaires irréguliers avec amplitude variable en fonction des obligations du service public
- Grande disponibilité (congrés hors vacances scolaires)
- Travail possible dans des structures différentes
- Risques liés aux manutentions manuelles et aux postures de travail

### Compétences nécessaires:

- *Compétences professionnelles*
  - Capacité d'analyse des besoins de l'enfant et de sa famille
  - Savoir créer les conditions d'accueil et d'échange avec les parents
  - Savoir articuler sa pratique dans une équipe pluridisciplinaire
  - Créativité, rigueur et autonomie
- *Compétences techniques*
  - Connaître l'environnement des collectivités territoriales
  - Polyvalence dans la proposition d'activités variées
  - Connaissance du public enfant et de l'environnement d'accueil

- Connaissance de la réglementation relative à l'accueil des jeunes enfants
- Maîtrise des règles élémentaires d'hygiène et de diététique

Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (4 abstentions : Michel JOZON, Dominique FRICHET, Camille DIQUAS + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps complet de directeur de centre de loisirs, à compter du 7 avril 2022, sur les cadres d'emplois :
  - Adjoints territoriaux d'animation, catégorie C
  - animateurs territoriaux, catégorie B
- **DIT** que le recrutement d'un agent contractuel ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

## DELIBERATION

### CREATION D'UN EMPLOI D'AGENT DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT** la nécessité de créer un emploi d'agent de développement touristique, dans le cadre du souhait de la collectivité de développer des produits touristiques afin de rendre plus attractif le territoire intercommunal,

**CONSIDERANT** que l'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, catégorie B,

**CONSIDERANT** que l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

**CONSIDERANT** que sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir,

**CONSIDERANT** que par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans,

**CONSIDERANT** qu'au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée,

**CONSIDERANT** les conditions de recrutement suivantes :

- Bac à Bac + 3 ou expérience professionnelle dans le domaine touristique de 3 ans minimum
- Permis B

### Contraintes particulières à l'emploi :

Travail les week-ends lors de manifestations ou animations touristiques

Travail en soirée possible

Déplacements en véhicule fréquent sur le territoire de la CC2M et limitrophe.

- *Compétences professionnelles*

- Analyser les besoins du territoire
- Accompagnement des acteurs et ingénierie des projets
- Développement, animation des partenariats et des réseaux professionnels
- Elaboration et suivi du budget et des demandes de subventions
- Goût pour les relations humaines, du travail en équipe
- Esprit d'initiative

- *Compétences techniques*

- Qualités d'animateur touristique
- Maîtrise des outils bureautiques, des logiciels de communication et des réseaux sociaux

### Rémunération :

- Statutaire + régime indemnitaire

### **Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité (4 abstentions : Camille DIQUAS + 1 pouvoir, Luc NEIRYNCK + 1 pouvoir) :**

- **AUTORISE** la création d'un emploi permanent à temps complet d'agent de développement touristique, à compter du 7 avril 2022, sur le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, catégorie B.
- **DIT** que le recrutement d'un agent contractuel ne sera prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 201-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

## DELIBERATION

### **PRISE EN CHARGE DES CONGES D'UN AGENT (MARTINIQUE)**

**VU** la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, notamment son article 3,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 57-1°, accordant, en plus des congés annuels de droit commun, aux fonctionnaires territoriaux originaires des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon, exerçant en métropole, le bénéfice du régime de congé institué pour les fonctionnaires de l'État, par le décret n° 78-399 du 20 mars 1978,

**VU** le décret n° 85-1250 du 28 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

**VU** le décret n° 88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions de 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 susvisée,

**VU** la circulaire du Ministre de la Fonction Publique n°2129 du 3 janvier 2007 relative aux conditions d'attribution des congés bonifiés aux agents des trois fonctions publiques,

**VU** le décret n°2020-851 du 2 juillet 2020 portant réforme du congé bonifié dans la fonction publique,

**CONSIDERANT** que ce régime de congé particulier appelé congé bonifié prolonge le congé annuel d'une durée maximale de 30 jours consécutifs,

**CONSIDERANT** que, lorsque les conditions d'octroi prévues au décret n° 78-399 susvisées sont remplies (être fonctionnaire titulaire en position d'activité, justifier d'une durée de service minimale de 36 mois, être originaire d'un département d'Outre-Mer et exercer ses fonctions en métropole, apporter la preuve que le lieu de résidence est le département d'outre-mer où se trouve le centre des intérêts moraux et matériels), la collectivité prend en charge les frais de transport et de bagages (dans la limite de 40 kg par personne) du fonctionnaire ainsi que ceux de certains membres de sa famille,

**CONSIDERANT** que la collectivité verse au fonctionnaire un supplément de rémunération au titre du coût de la vie outre-mer dite de « cherté de vie », composée d'une majoration de traitement de 25 % et d'un complément à cette majoration dont le taux est variable selon le lieu du congé et qui est de 15 % si l'agent est originaire de la Martinique soit au total 40 % du traitement indiciaire brut,

**CONSIDERANT** qu'un agent titulaire du service Petite Enfance, originaire de la Martinique, a sollicité l'octroi d'un congé bonifié et la prise en charge de ses frais de voyage ainsi que ceux de ses deux enfants, et qu'il remplit les conditions pour bénéficier de ces dispositions,

**CONSIDERANT** que dans le but de justifier l'avance de fonds, le remboursement des frais peut être effectué avant le voyage, à condition que les billets présentés soient estampillés « non remboursable sans autorisation de l'administration » ,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **ACCEPTE** d'octroyer à cet agent le bénéfice d'un congé bonifié,
- **APPROUVE** la prise en charge de ses frais de voyage entre la métropole et la Martinique, ainsi que ceux de ses deux enfants mineurs pour une enveloppe estimative n'excédant pas 3 500 €, et ses frais de bagages,
- **ACCEPTE** le versement à cet agent un supplément de rémunération au titre de l'indemnité de « cherté de vie », soit 40 % du traitement indiciaire brut,
- **AUTORISE** le Président à engager les dépenses par anticipation pour les frais de voyage dans les conditions ci-dessus et à signer tout document relatif à ce dossier.